10^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 12 novembre 2020

Lecture du 3 décembre 2020

CONCLUSIONS

M. Alexandre LALLET, rapporteur public

La spécificité des problématiques de politiques publiques auxquelles la Guyane est confrontée a convaincu l'Etat de réorganiser en profondeur ses services dans ce département au profit d'un schéma atypique. Le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 y crée 5 directions générales placées sous l'autorité du préfet. Son article 3 prévoit, à l'article 15-7 du décret du 17 décembre 2010, la mise en place d'un comité technique unique des services déconcentrés de l'Etat, en lieu et place des sept comités de proximité existants.

C'est évidemment la rationalisation de la représentation du personnel qui en découle que conteste l'union des travailleurs guyanais.

Elle se plaint en premier lieu de ce que le décret attaqué aurait été édicté en méconnaissance de l'article 48 du décret du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations. Ce dernier prévoit que, lorsqu'un projet de texte recueille un vote défavorable unanime en comité technique, il doit faire l'objet d'un réexamen et d'une nouvelle délibération dans un délai compris entre 8 et 30 jours. Les représentants du personnel au sein du comité technique de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi qui se sont réunis le 6 août 2019 se sont unanimement prononcés contre le projet. Pourtant, l'Etat n'a pas organisé de nouvelle délibération. Ceci s'explique par le fait que le projet avait déjà été soumis au comité technique le 5 août 2019 sans pouvoir faire l'objet d'un examen faute de quorum. Or il résulte des termes mêmes du dernier alinéa de l'article 46 du même décret que, dans une telle situation, l'obligation de réexamen à la suite d'un avis défavorable unanime ne s'applique pas pour la réunion faisant suite à celle pour laquelle le quorum faisait défaut, afin de ne pas permettre

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

aux organisations syndicales de contraindre l'administration à organiser trois réunions sur la même question (CE, 20 mars 2013, *Association des magistrats des chambres régionales des comptes*, n° 357945, aux T. sur un autre point).

Sur le fond, l'union requérante déplore l'absence de dispositions transitoires permettant aux représentants du personnel élus des comités techniques préexistants de siéger dans le nouveau comité technique unique, jusqu'au prochain renouvellement général. Elle y voit une méconnaissance de l'article 11 du même décret de 2011.

Mais d'une part, le décret en Conseil d'Etat attaqué aurait tout à fait pu déroger au décret en Conseil d'Etat de 2011, sans qu'il soit besoin de consulter le CSFPE comme cela avait été fait pour ce décret de 2011 (CE, 17 octobre 1997, *Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale et de la recherche publique*, n° 159856, aux T.). D'autre part, et en tout état de cause, il n'y déroge nullement. Il résulte de l'article 11 du décret de 2011 qu'en cas de réorganisation de services en cours de cycle électoral, l'administration dispose d'un choix entre deux formules : soit elle supprime sèchement les comités existants au profit du comité unique ; soit elle maintient provisoirement leur compétence par arrêté ou décision de l'administration et prévoit qu'ils siègent en formation conjointe jusqu'au renouvellement général suivant. Cette alternative est confirmée par le point 2.1.2 de la circulaire d'application du 22 avril 2011. Ce choix nous paraît discrétionnaire et, en tout état de cause, il n'est pas reproché à l'administration d'avoir commis une erreur manifeste d'appréciation, mais seulement une erreur de droit qui n'existe pas.

Enfin, le détournement de pouvoir allégué n'est pas établi. Certes, le décret aurait pu faire le choix de maintenir un comité technique par direction générale ; mais le choix d'un comité technique unique répond à des considérations tout à fait respectables de bonne gestion du dialogue social, sans qu'on puisse suspecter l'Etat d'avoir eu pour objectif d'évincer tel ou tel syndicat.

PCMNC au rejet de la requête.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.